

BRÈVES ÉCONOMIQUES DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

Semaine du 13 au 20 juillet 2023

Résumé :

- **La croissance s'essouffle en mai avec la baisse de la production agricole.**

En lien avec la saisonnalité du secteur, la baisse de la production agricole a généré un recul de -2% de l'indice d'activité de mai. Les autres secteurs présentent des variations mitigées : +0,9% pour les services, mais -1,1% sur le mois pour le commerce de détail, et +0,3% pour la production industrielle. Le ralentissement en mai ne remet en cause ni la croissance positive attendue au T2, ni les révisions à la hausse des anticipations pour la croissance du PIB 2023 (+2,5% selon le gouvernement, +2,2% selon les marchés).

- **Le marché des capitaux se redresse après un fort recul début 2023.**

Le volume d'émissions de titres a été inférieur de -35% au 1er semestre 2023 par rapport à la même période de 2022. Cela s'explique principalement par la baisse des émissions des obligations (-41,5%), liée à l'affaire Americanas. Comme le suggèrent les résultats de juin, la tendance à la reprise devrait se poursuivre au 2ème semestre, grâce à la retombée des inquiétudes, à l'amélioration du scénario économique et au desserrement monétaire.

- **L'insécurité alimentaire au Brésil serait en hausse selon l'ONU.**

Selon une nouvelle étude de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 70,3 M de Brésiliens ont connu une situation d'insécurité alimentaire sur la période 2020-2022, soit un Brésilien sur trois. Parmi eux, 21,1 M étaient en situation d'insécurité alimentaire sévère, soit près de 10% de la population du pays. Pour ressortir à nouveau de la « carte de la faim » de l'ONU, le gouvernement a annoncé préparer le lancement du plan « Brésil sans faim ».

- **Évolution des marchés du 13 au 20 juillet 2023.**
- **Graphiques de la semaine : marché des capitaux.**

Evolution des marchés du 13 au 20 juillet 2023.

Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-1,6%	+7,2%	117 597
Risque-pays (EMBI+ Br)	-7pt	-38pt	218
Taux de change R\$/USD	-0,4%	-9,5%	4,78
Taux de change R\$/€	-0,7%	-4,9%	5,35

* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

LE CHIFFRE À RETENIR

1/3

C'est la proportion de Brésiliens ayant souffert d'insécurité alimentaire sur la période 2020-2022, selon un rapport de la FAO. Cela représente 70,3 M de personnes.

La croissance s'essouffle en mai avec la baisse de la production agricole

L'activité économique au Brésil, dynamique depuis le début d'année 2023, a ralenti en mai, l'indice avancé de l'activité économique IBC-Br affichant une baisse de 2% (cvs). Les résultats de cet indicateur, produit mensuellement par la Banque centrale (BCB), sont inférieurs aux attentes du marché, qui tablaient sur une variation presque nulle de -0,04%.

Ce ralentissement en mai ne remet pas en cause les révisions à la hausse des anticipations pour la croissance annuelle du PIB. Les opérateurs de marché attendent désormais une progression autour de +2,2% en 2023, contre +1,2% il y a encore deux mois. Le gouvernement vient lui aussi d'améliorer ses prévisions, qui sont désormais de +2,5% (contre +1,9% en mai) pour 2023, et de +2,3% pour 2024 (stable par rapport à la dernière prévision).

Une tendance de décélération économique au cours de l'année est toujours attendue. Comme le confirment les chiffres de mai, en mettant en avant la décélération des segments les plus cycliques, un ralentissement de l'activité est déjà constaté. Si le PIB du T2 devrait rester en territoire positif, autour de +0,3% en variation trimestrielle, l'activité devrait être plus faible sur le reste de l'année, freinée par la politique monétaire fortement restrictive de la BCB.

L'évolution de l'indice IBC-Br de mai est le résultat de :

- **la baisse de la production agricole, en lien avec la saisonnalité du secteur.** Principal moteur de la croissance au T1 (contribution de 1,4 p.p à la croissance de 1,9%), la production agricole record avait continué à soutenir l'économie en avril. En revanche, la fin de la 1^{ère} récolte de soja et de maïs fin avril a contribué à la variation négative de l'activité en mai.
- **le recul du secteur du commerce de détail (-1,1%).** Cette baisse s'explique notamment par la baisse des ventes de la grande distribution (-3,2%), et des ventes de bien de consommation durable, comme les meubles et l'électroménager (-0,7%), pénalisés par les taux d'intérêts élevés (car ces biens sont souvent achetés à crédit au Brésil).

- **La progression des services (+0,9%),** qui compense en partie la chute de -1,5% du mois précédent. Ce résultat a surpris positivement les marchés qui prévoyaient une hausse de 0,3%. Les plus fortes contributions ont été celles du segment des transports (+2,2%), tiré par le transport aérien, et les services aux ménages (+1,1%), qui profitent de la résilience du marché du travail et de la revalorisation début mai du salaire minimum. Ce résultat laisse suggérer une nouvelle croissance du secteur sur le T2.

- **La hausse de la production industrielle (+0,3%).** Cette tendance peut être mise en lien avec la contribution des secteurs minier (+1,2%) et automobile (+7,4%). Ce dernier a renoué avec la croissance grâce à la hausse de la demande de véhicules neufs, dynamisée par le programme gouvernemental de baisse temporaire des prix.

Le marché des capitaux se redresse après un fort recul début 2023.

Le volume d'émissions de titres a été inférieur de -35% au 1^{er} semestre 2023 par rapport à la même période de 2022 (voir graphiques de la semaine). En valeur, la collecte de fonds est passée de 237,6 Mds BRL (\approx 44Mds EUR) à 153,4 Mds BRL (\approx 29 Mds EUR) selon les chiffres de l'Association brésilienne des marchés financiers et de capitaux (Anbima).

Cette évolution est principalement due à la baisse du volume d'émission d'obligations, qui est tombé à 78,1 Mds BRL (-41,5%), avec un fort recul entre février et mai. Le faible attrait des obligations et l'illiquidité au cours de la période sont illustrés par le fait que seuls 26,9% des titres souscrits l'ont été par des fonds d'investissement (contre 44,4% en 2022), la majorité des obligations ayant trouvé preneur parmi les banques (61%). Les émissions d'autres instruments à revenu fixe ont également diminué, atteignant 49,3 Mds BRL (-32%).

En ce qui concerne les actions, les émissions de 13,5 Mds BRL sur le semestre sont en baisse de 29%. Il est à noter qu'aucune nouvelle introduction en bourse a eu lieu sur le 1^{er} semestre. Les instruments hybrides (eg. fonds d'investissement immobilier ou dans l'agro-négoce) sont stables par rapport au 1^{er} semestre 2022, à 12,5 Mds BRL.

Le ralentissement général du marché des capitaux brésilien s'explique par une hausse de l'aversion au risque, déclenchée par l'affaire Americanas. Le placement en redressement judiciaire du géant brésilien du commerce de détail, suite à la découverte de la dissimulation d'une dette de 42,5 Mds BRL (\approx 7,8 Mds EUR), avait en effet provoqué la paralysie des marchés du crédit et des capitaux en février 2023. Outre la baisse de la liquidité provoquée par la constitution de provisions par les investisseurs pour couvrir les pertes attendues (notamment les plus grandes banques brésiliennes), la situation s'explique par le changement de perception des risques comme étant plus élevé, ce qui a augmenté les exigences des investisseurs, notamment en termes de taux d'intérêts.

Les chiffres du mois de juin indiquent une tendance de récupération avec un volume d'émission supérieur de +102% par rapport à mai, et +116% par rapport à la moyenne des 5 premiers mois de l'année. En valeur, les émissions s'élèvent à 46,2 Mds BRL (\approx 8,5 Mds EUR), ce qui représente en revanche une baisse de 15% par rapport à juin 2022.

Cette amélioration peut être liée à la retombée des inquiétudes concernant l'affaire Americanas (jugée non systémique) et à l'amélioration du scénario économique. Ce dernier reflète l'amélioration des perspectives de croissance, la baisse de l'inflation, la réduction des incertitudes grâce à l'approbation des nouvelles règles budgétaires (qui devrait être adoptées en août) et l'avancement de la réforme fiscale votée par la Chambre des députés. La perspective d'un assouplissement monétaire (qui devrait commencer en août), conduisant à une baisse graduelle des taux d'intérêt, devrait également favoriser l'émission de titres. **Selon la Febraban (fédération des banques brésiliennes), cette amélioration devrait se poursuivre tout au long du 2nd semestre.**

L'insécurité alimentaire au Brésil serait en hausse selon l'ONU.

70,3 millions de Brésiliens ont connu une situation d'insécurité alimentaire sur la période 2020-2022, soit un Brésilien sur trois. Ces chiffres émanent d'une étude de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) publiée

ce 12 juillet 2023, basée sur les réponses à un questionnaire sur l'accès à la nourriture donné par un échantillon représentatif de Brésiliens de plus de 15 ans. L'insécurité alimentaire y est définie comme « l'accès limité à la nourriture, au niveau des individus ou des ménages, en raison du manque d'argent ou d'autres ressources ».

Parmi les personnes souffrant d'insécurité alimentaire, 21,1 M étaient en situation d'insécurité alimentaire sévère, soit près de 10% de la population du pays. Ce nombre est 5,35 fois plus élevée que celui de la même enquête sur la période 2014-2016, où 1,9% des Brésiliens étaient concernés par cette situation. La malnutrition, définie comme « l'état d'un individu dont l'habitude de consommer des aliments est insuffisante pour fournir, en moyenne, la quantité d'énergie alimentaire nécessaire pour maintenir une vie normale, active et saine » a, quant à elle, touché 10,1 M de personnes entre 2020 et 2022, soit 4,7% des Brésiliens. L'insécurité alimentaire modérée a atteint quant à elle environ 50 M de Brésiliens. **Il est toutefois à noter que le nombre de personnes déclarant souffrir de la faim a diminué, passant de 12,1 M de personnes en 2014-2016 (6,5% de la population) à 10,1 M de personnes (4,7% de la population).**

Depuis la pandémie, le Brésil est de nouveau sur la « carte de la faim » de l'ONU, après avoir réussi à en sortir en 2014. Cela signifie que plus de 2,5% de la population brésilienne est confrontée à des pénuries alimentaires chroniques.

Compte tenu de l'utilisation d'une méthodologie et d'une temporalité légèrement différentes, ces chiffres de l'insécurité alimentaire publiés par la FAO sont inférieurs à ceux de l'étude de la Rede Penssan. Cette organisation, qui prend la forme d'un réseau brésilien de recherche sur la souveraineté et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, est indépendante, même si son lancement en 2016 avait été impulsée par le Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONSEA). L'enquête de la Rede Penssan, menée fin 2021 et début 2022 auprès de 12 000 personnes, montrait déjà une nette progression de la faim au Brésil (niveau « sévère »), celle-ci atteignant 33,1 M de personne, soit 15,5% de la population. Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée progressait dans des proportions moindres, à 32,4 M, soit 15,2% (contre 11,5% en 2020). Cette enquête soulignait

aussi le nombre de 59,7 M de Brésiliens en situation d'insécurité alimentaire légère, soit 28% (contre 34,7% en 2020).

Le ministre du Développement et de l'Assistance sociale, de la Famille et de la Lutte contre la faim, Wellington Dias, voit dans cette aggravation le reflet du démantèlement des politiques publiques sociales menées par le précédent gouvernement.

La suspension de politiques telles que le Programme d'acquisition de nourriture, les programmes d'agriculture familiale, la baisse des investissements dans les repas scolaires, et l'interruption des réunions du Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONSEA) constitueraient selon le ministre les principaux éléments contribuant au scénario présenté dans le rapport. Par ailleurs, Wellington Dias a affirmé que grâce à l'extension du programme *Bolsa Família*, qui s'est traduit par de nouvelles prestations pour les enfants, les femmes

enceintes et les adolescents, **le gouvernement fédéral prévoyait, pour juin 2023, le retour de 18,5 M de ménages au-dessus du seuil de pauvreté.**

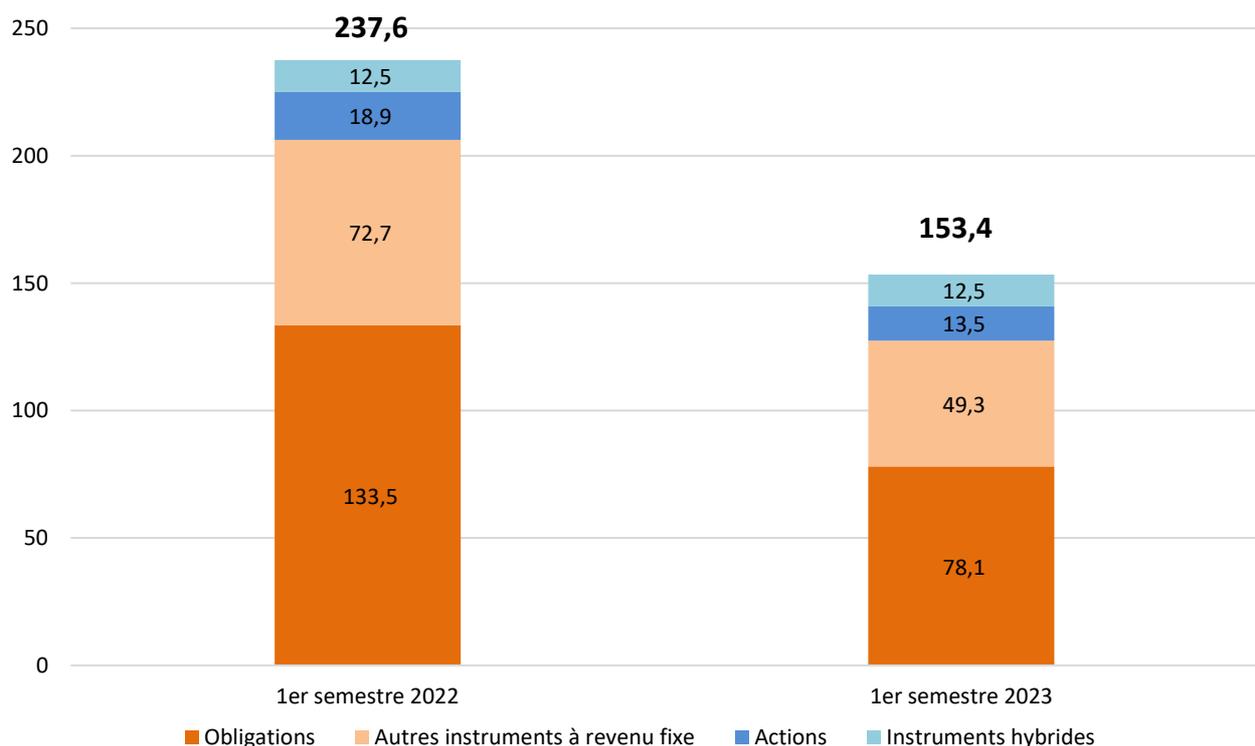
Le gouvernement fédéral prépare par ailleurs le lancement du plan « Brésil sans faim », qui s'appuie sur les politiques mises en place dans les années 2000 qui ont permis au pays de quitter la carte de la faim en 2014, notamment les programmes *Fome Zero* (Faim zéro) et *Brasil Sem Miséria* (Brésil sans misère). Ce nouveau plan s'articulerait autour de trois objectifs : retirer le Brésil de la carte de la faim d'ici à 2030, réduire l'insécurité alimentaire et réduire l'extrême pauvreté.

* * *

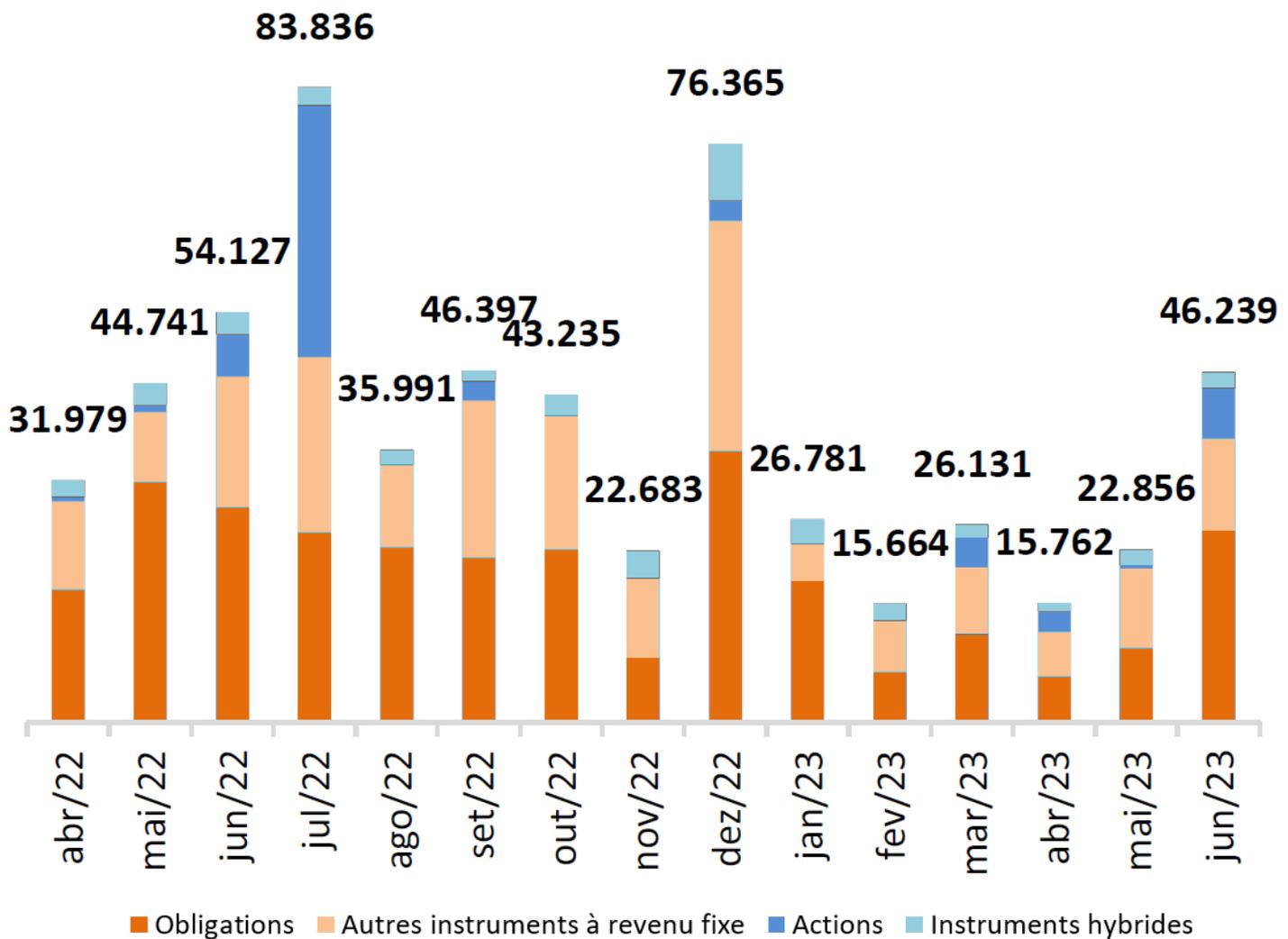
Graphiques de la semaine : marché des capitaux.

Emissions sur le marché des capitaux, par type d'instruments (en Mds BRL).

Evolution entre le 1er semestre 2022 et le 1er semestre 2023



Evolution par mois



Sources : Anbima, Febraban, SER Brasilia.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international